

Les damnés de la terre



Le revenu des paysans baisse très rapidement : c'est une des conséquences de la crise actuelle. Compte tenu de l'augmentation des coûts de production qui se situe à environ 30% depuis un an et de la stagnation ou de la baisse des principaux produits agricoles, à part les céréales, on peut estimer que la baisse du revenu atteindra 40% en moyenne. Et ce n'est qu'un début...

Dans les deux ans qui viennent, la crise va s'aggraver, et tous les responsables agricoles savent dès maintenant que ce sera la crise la plus grave que le monde paysan ait connue depuis 1945. Si l'évolution actuelle se confirme, de très nombreux agriculteurs vont faire faillite, vont devoir quitter leur terre et leur cadre de vie et vont venir grossir la masse des chômeurs qui déjà sera plus importante qu'avant.

Ceux qui vont partir ne sont pas les plus vieux, ni les plus petits, ni les moins productifs. Ce sont ceux qui ont investi, qui ont des dettes auprès du Crédit Agricole et qui ne pourront pas rembourser les annuités. Quel gaspillage ! Que vont devenir les porcheries, les étables toutes neuves financées grâce au surtravail paysan ? Gaspillage humain, aussi ! un homme de 35 ans qui quitte son métier et son pays pour aller travailler comme manoeuvre est un homme qui doit oublier tout ce qu'il savait et repartir à zéro.

compromissions

Pendant ce temps, les responsables agricoles continuent de dire : « **investissez** », « **augmentez votre productivité** » et ils croient oeuvrer pour le bien des paysans en décrochant quelques prêts bonifiés supplémentaires...

Ni le gouvernement, ni les représentants des agriculteurs n'ont le courage de définir des orientations, des choix. Chirac se contente de dire « **le revenu des agriculteurs augmentera moins vite que celui des autres catégories**

socio-professionnelles ». Il n'ose pas réunir la Commission nationale d'orientation de l'élevage. En matière d'élevage par exemple, nul ne sait s'il faut encourager les races à viande ou non.

Les mesures prises sont des mesures conjoncturelles visant à prolonger le statu quo. Ainsi la politique dite de « développement » continue à aider les 10% d'agriculteurs membres des groupements de vulgarisation agricole, alors que les mêmes touchent toutes les aides (prêts bonifiés, plans de relance, aides aux groupements de producteurs, conseils gratuits d'un technicien payé par tous les agriculteurs, etc.).

Les responsables des organismes destinés à servir les agriculteurs (centres de gestion ou d'insémination, services fonciers des Chambres, instituts techniques, organismes syndicaux, etc.) pensent avant tout à financer coûte que coûte leurs organismes, pour que tout continue comme avant. D'où des compromissions de plus en plus nettes avec le Pouvoir, distributeur de maigres subsides. Mais lesquels d'entre eux ont le courage de remettre en cause leurs propres organismes et leurs méthodes ?

La technocratie est dans l'impasse. La crise fera de toutes façons des dégâts, et nous n'avons pas de recettes miracles à proposer pour en annuler les effets du jour au lendemain, même si demain l'Etat était au moins des forces populaires.

Mais déjà nous pouvons dire dans quel sens il faut aller dès aujourd'hui pour éviter que de-

main il n'y ait plus d'agriculture du tout et que les trois quart de la France soient une grande friche, ou une forêt de pins Douglas.

évolution nécessaire

Nous n'éviterons cela qu'en assurant à terme à tous les agriculteurs, et en particulier aux jeunes, une rémunération normale pour un travail normal, c'est-à-dire équivalent aux autres secteurs de l'économie.

En même temps, il faut permettre à ces agriculteurs de disposer des moyens de production qui leur sont nécessaires.

Enfin, les agriculteurs ne doivent pas en rester à une mentalité d'entrepreneurs individuels, mais devenir des producteurs travaillant en commun. D'où une évolution nécessaire des mentalités et de la conscience politique.

Pour nous, un seul moyen d'atteindre ces buts : **développer une stratégie de contrôle à tous les niveaux.**

La DPN du PSU a proposé dans cette optique quatre axes de travail :

■ - Garantie d'un revenu minimum par travailleur :

Le calcul du revenu minimum doit être basé sur le prix d'un produit pour une quantité produite par travailleur et permettant un salaire équivalent aux autres secteurs de l'économie, et ce, calculé par région tenant compte des disparités régionales, et du besoin de maintenir une population agricole pour l'équilibre écologique.

Dans un premier temps, pour avoir des bases chiffrées d'une juste rémunération de leur travail, il faut que les paysans calculent eux-mêmes les éléments du prix de revient de leurs produits, ce qui sera un premier élément de contrôle populaire.

C'est le rôle des militants du parti que de travailler par ce moyen à développer la prise de conscience qui ne peut manquer de se faire dans le monde paysan à l'occasion de la grave crise qui l'atteint.

2 - Problème foncier -

Le sol agricole est l'outil de travail des paysans mais aujourd'hui, chez les notaires et les experts fonciers, parfois la SAFER, l'argent des gros et des malins achète de plus en plus cher toutes les terres libres. Il faut donc viser à :

- une répartition du sol agricole disponible en fonction des besoins des plus petites exploitations ;
- une moralisation du marché foncier par un développement systématique des luttes (intervention directe etc..) contre toute opération spéculative. Dans un premier temps, il faudrait arriver, par exemple, à définir la valeur vénale d'une terre, du point de vue de son utilité agricole comme on a pu en déterminer la valeur locative au niveau des commissions paritaires des baux ruraux.

3 - au niveau des organisations agricoles

Dans l'action syndicale notamment, les militants du parti doivent impulser toutes les luttes qui vont être menées pour la défense du niveau de vie des agriculteurs afin qu'elles débouchent sur des comités de contrôle populaire, redonnant le pouvoir aux paysans de base, par le refus de la délégation de pouvoir en exigeant que les décisions soient prises en A.G.-

4 - Pas de secteur autonome

Dans tous les cas, les militants agricoles du PSU provoqueront l'élargissement du débat politique en direction de tous les militants anti-capitalistes,

- pour préparer et animer les luttes paysannes.
- pour affirmer leur solidarité dans celles du secteur para-agricole, ainsi que dans les luttes ouvrières et internationales ;
- enfin pour ne pas laisser sans réponse crédible la question : quelles sont pour l'agriculture, les voies de passage au socialisme ?